



RELEVÉ DE DÉCISIONS ET D'INFORMATIONS N°283

Conseil exécutif – présentiel et visioconférence
Mercredi 16 février 2022

Le Secrétariat général

Diffusion : conseil exécutif, haut conseil, chargés de mission, président·e·s et secrétariats de ligue, membres d'honneur, opérationnels

Le présent relevé de décisions et d'informations a été adopté en séance des 12 et 13 mars 2022.

Membres du conseil exécutif : Audrey Baron, Sylvain Benaïm, Cyrille Berton, Roland Boigeol, Gilles Castillon, Agnès Chacun, Eric Charnier, Pascal Couvineau, Malice Devergies, Julie Grall, Jules Harduin, Nathalie Huet, Alexandre Huvet, Julien Laffay, Laurence Le Couëdic, Mathieu Marie, Yohan Penel

Excusés : Capucine Parot, Etienne Thobois

Absent : Henri Guermont

Invité : Sébastien Buisine

Assistent : Céline Berton (DAF), Jérôme Careil (DTN), Cédrick Célaire, Lionel Grenouillet, Hugues Relier (Directeur de la performance sociale), Eric Salanoubat (DG), Jean-Marc Serfaty, Paul-André Tramier

SECTEURS	POINTS A L'ORDRE DU JOUR	DOCUMENTS
	0/ Validation du RDI du conseil exécutif du 22 janvier 2022	
Administration & Animation d'équipe	<p>Suite à une demande de Nathalie Huet, une correction dans la partie relative à la réforme des textes fédéraux a été effectuée.</p> <p>Vote n°1 : validation du RDI du conseil exécutif du 22 janvier 2022</p> <p style="padding-left: 40px;">Résultat du vote : 17 votants</p> <p style="padding-left: 40px;">Pour : 16 / Contre : 0 / Abstention : 1</p> <p>Le RDI du conseil exécutif du 22 janvier 2022 est validé à l'unanimité.</p>	0.Projet_RDI_CEx_220122.pdf
	1/ Informations du président et du directeur général	
Présidence	<p style="text-align: right;"><i>Yohan PENEL, président</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux en cours sur le contrat de délégation de la fédération • Version de travail du projet de développement des pratiques de l'Agence nationale du Sport • Amendements au Projet de Performance Fédéral à rendre pour le 31 mars • Les informations sur l'enveloppe de l'Agence nationale du Sport ne sont pas encore arrivées. • Le projet de loi sur la "démocratisation du sport en France" est en navette parlementaire après une validation en Assemblée Nationale et un refus du Sénat. • Problèmes d'arrivées de mails qui font que les opérations « bénévole » et « parrainage » patinent. • Une assemblée générale extraordinaire du CNOSF aura lieu le 8 mars. La présentation du nouvel organigramme fonctionnel, de l'avancement du projet et de la rémunération des dirigeants sont prévus. <p style="text-align: right;"><i>Eric SALANOUBAT, directeur général</i></p> <p>Point sur les ressources humaines : arrivée en mars de Camille Montigny pour le secteur "emploi et formation" et Matthieu Wisniewski pour le secteur "relations avec les territoires".</p>	
	2/ Points d'information sur les chantiers FormaBad	
Emploi et Formation	<p style="text-align: center;"><i>Eric CHARNIER, vice-président Emploi & Formation</i> <i>Sébastien BUISINE, chargé de mission Emploi & Formation</i></p> <p>Renouvellement du CQP Badminton :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation du dossier par les partenaires sociaux mi-avril 2021 • Avis sécuritaire validé en septembre 2021 • Dépôt le 15 octobre 2021 à France Compétences • Possibilité de passage en commission dans les prochains mois pour validation du renouvellement <p>Validation du statut de centre de formation des apprentis (CFA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion prévue le 23 février sur le devenir de FormaBad et sur les différents projets en cours et à venir • Objectif d'avoir des budgets à l'équilibre à l'horizon 2024 <p>Plan Emploi Fédéral :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travail d'une nouvelle architecture, en lien avec le projet fédéral • Soutien à la création de postes de directeurs de ligue • Poursuite du développement de proximité, tout en incitant à arrêter les postes dans les comités avec des interventions dans les clubs. • Ouverture sur des postes de communication et de marketing • Clubs avenir : si création d'un deuxième emploi, chercher à aller sur 	<p>2.1_Propositions_evolution-PEF2022_note_CEx_220216.pdf</p> <p>2.2_Accompagnement-RH_E-TeamSport_Emploi_note_CEx_220216.pdf</p> <p>2.3_Professionnalisation_encadrement_moins_de_10_ans_note_CEx_220216.pdf</p>

SECTEURS	POINTS A L'ORDRE DU JOUR	DOCUMENTS
	<p>un poste orienté vers la performance sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clubs : toujours soutenus, avec au minimum 30 % du poste orienté sur la performance sociale. • Objectif de le lancer à la fin du mois de février, pour ouverture des dossiers de candidature fin mars et validation des propositions au conseil exécutif en fin juin. • Proposition d'indexer l'enveloppe en fonction du nombre de licenciés, en passant à une enveloppe de 250 000 € en 2022. <p><u>Vote n°2 : validation de l'architecture du Plan Emploi Fédéral 2022 et de son calendrier</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>Résultat du vote</u> : 17 votants Pour : 16 / Contre : 1 / Abstention : 0</p> <p>La proposition est adoptée à la majorité.</p> <p><u>Vote n°3 : validation du montant de l'enveloppe dédiée au Plan Emploi Fédéral 2022 de 250 000 €</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>Résultat du vote</u> : 17 votants Pour : 17 / Contre : 0 / Abstention : 0</p> <p>La proposition est adoptée à l'unanimité.</p> <p>Accompagnement E-TeamSport</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectif de proposer un outil unique de gestion des ressources humaines pour les organes déconcentrés. • Sollicitation des clubs sur le sujet, notamment dans le cadre de la modulation du temps de travail. • Intérêts de cet outil : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Participation de Vincent Legras avec des CROS et CDOS dans l'élaboration, sans investissement. ◦ Premier outil qui permet de faire de la planification ◦ Coût faible pour les instances et sans engagement ◦ Position de la Fédération comme tête de réseau sur le sujet <p><u>Vote n°4 : validation d'un accord de principe pour la promotion et la gestion (intermédiaire) financière de e-TeamSport par la FFBaD avec les instances ligues, comités et clubs</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>Résultat du vote</u> : 17 votants Pour : 17 / Contre : 0 / Abstention : 0</p> <p>La proposition est adoptée à l'unanimité.</p> <p>Professionnalisation de l'encadrement des enfants de moins de 10 ans</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contexte de forte augmentation du nombre de licenciés de moins de 10 ans sur les 10 dernières années, et notamment en MiniBad. • Fortes disparités des compétences d'encadrement des encadrants • Montée en compétence des encadrants, même bénévoles • Volonté d'arrêt de l'AB2J, afin d'éviter que ces encadrants s'occupent de ces groupes, pour plus de compétences associées. 	
	3/ Projet de performance sociale	
Badminton & Société	<p style="text-align: right;"><i>Sylvain BENAÏN, vice-président Badminton & Société</i> <i>Hugues RELIER, directeur de la performance sociale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de l'organigramme du secteur, découpé en 6 sous-secteurs • Naissance de ce projet par un constat, qui est que le sport peut être un outil de mise en œuvre des politiques publiques 	

SECTEURS	POINTS A L'ORDRE DU JOUR	DOCUMENTS
	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de réfléchir à de nouveaux modèles économiques • Ambition d'agir concrètement et globalement, tout en étant capable de mesurer ses impacts. Lancement d'une démarche structurante. • Projet élaboré en partenariat avec deux cabinets • Volonté de structurer une ambition, notamment au niveau de l'inclusion, l'éducation, l'écoresponsabilité et la santé. • Mobilisation des acteurs : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Par de l'information, via une communication adaptée, et des moyens variés dans le cadre d'un calendrier ◦ Avec un programme de sensibilisation au projet, afin que les acteurs en aient connaissance et se l'approprient ◦ Et avec une montée en compétences des acteurs • Evaluation de l'impact social en aval de l'action. 	
4/ Point budgétaire		
Finances et économies du badminton	<p style="text-align: right;"><i>Jules HARDUIN, trésorier général</i> <i>Audrey BARON, trésorière générale adjointe</i></p> <p>1. Premier bilan 2021</p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à produire des chiffres dans les temps • Année 2021 bien gérée et maîtrisée <ul style="list-style-type: none"> ◦ Budget élaboré très prudemment, avec 130 000 licenciés attendus et peu d'actions possibles et des charges bien mieux maîtrisées. ◦ Obtention du fonds de solidarité dans des proportions bien meilleures qu'espérées. • Une année qui permet de dégager des ressources pour se projeter sur le reste de l'olympiade, et d'investir pour les années suivantes. <p>2. Ambitions pour 2024</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectif de transformer en profondeur la fédération <ul style="list-style-type: none"> ◦ Replacer les clubs au cœur de l'approche ◦ Combiner excellence sportive et excellence sociétale ◦ Diversification du modèle économique ◦ Devenir une fédération inspirante • Une ambition d'atteindre les 220 000 licenciés pour plus de 2 000 clubs, avec un budget de 11,7 millions d'Euros (+2,2) en 2024. • Intention d'investir pour prendre en main le développement de la Fédération, et impulser le développement au lieu de le subir. • Projection de réinvestissement du fonds de solidarité de 2021 en 2022, pour un retour à l'équilibre en 2023, avant de devenir nettement excédentaire en 2024. • Transformation par secteurs : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Faire de FormaBad un outil rentable et un pilier de tous les autres acteurs, notamment grâce à la création du CFA. ◦ La performance sociale comme levier stratégique de fédération innovante, avec une fondation ou d'un fonds de dotation. ◦ Structurer une vraie relation avec les acteurs privés. ◦ Continuer à structurer la collaboration avec les territoires. ◦ Mettre les moyens sur pour transformer l'essai chez les séniors, via une stratégie ambitieuse sur la performance sportive • Résultats espérés : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Impact positif sur les licences à partir de la saison 2023-2024 ◦ Objectifs de diversification raisonnable des ressources vu ce qui existe dans le secteur sportif. ◦ Une forte évolution des effectifs pour mieux doter chaque secteur en ressources humaines tout en rééquilibrant, sans que le poids des charges subisse une forte augmentation. • Conclusion : de l'ambition aujourd'hui pour faire rayonner le badminton demain <ul style="list-style-type: none"> ◦ Changement culturel et de pensée pour chaque acteur, qui crée 	

SECTEURS	POINTS A L'ORDRE DU JOUR	DOCUMENTS
	davantage de valeurs pour la communauté.	
	5/ Questions diverses	
<p><i>Fin de la séance : 22h40</i></p>	<p>Comme lors de la dernière assemblée générale, il est proposé qu'elle soit diffusée publiquement en direct. Cependant, cela nécessite un vote du conseil exécutif, avant un vote des délégués afin de pouvoir l'autoriser.</p> <p>Vote n°5 : validation de la diffusion publique de l'assemblée générale du jeudi 24 février 2022</p> <p style="text-align: center;"><u>Résultat du vote</u> : 17 votants Pour : 17 / Contre : 0 / Abstention : 0</p> <p>La proposition est adoptée à l'unanimité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nathalie Huet demande pourquoi les documents diffusés aux délégués ne sont diffusés qu'aux personnes présentes à l'assemblée générales, et pas aussi aux suppléants. Yohan Penel répond que l'instruction liée à l'élection a été validée à la CSOE. • Agnès Chacun remonte l'information qu'elle a été sollicitée concernant l'éventualité que Laurent Constantin intervienne à l'INSEP, lorsque les collectifs manquent d'entraîneurs et/ou d'intervenants pour les entraîner. Elle demande si cela pourrait poser un problème au niveau du conseil exécutif. Yohan Penel présente son opinion, qui est que puisque Laurent Constantin n'est plus membre du conseil exécutif, il n'y a plus de conflit d'intérêt, et que si l'encadrement technique estime que c'est la personne qui répond le plus à un besoin, notamment dans le contexte actuel, il n'y a rien qui s'y oppose. • Nathalie Huet demande ce qu'il en est au niveau du vote de la rémunération des dirigeants, vu que les rémunérations sont arrivées à échéance (qui était en décembre 2021), et ce qu'il en sera. Yohan Penel répond que le choix a été fait d'attendre les résultats de l'élection du 24 février pour étudier la question. Et qu'elle sera à l'ordre du jour du 13 mars. • Nathalie Huet remonte un manque de relais des informations des comités dans le cadre des opérations bénévoles et du parrainage, et précise que peut-être que cela vient aussi d'un manque d'intérêt des comités à jouer le jeu. Elle demande alors s'il y a possibilité de regarder quels comités ont joué le jeu, et lesquels n'ont pas joué le jeu, et comment accompagner les communicants des comités afin qu'ils donnent les informations. Yohan Penel précise que ce sont les enseignements qu'ils ont tirés, et qu'ils travaillent avec les communicants de ligue afin d'harmoniser leur communication. • Gilles Castillon remonte ensuite le même constat du faible retour lié aux ambassadeurs pour les JOP 2024, et qu'il a constaté que très peu avaient vu l'information. Il suppose alors que la communication fédérale n'atteint pas la cible espérée, provoquant un manque d'efficacité. Yohan Penel répond que les éléments ont été constatés sur l'acheminement et le ciblage de l'information en fonction des médias utilisés, et que des réflexions sont en cours dans le cadre de la refonte de la stratégie de communication. • Nathalie Huet questionne ensuite sur le besoin de déplacements des élus sur le terrain. Yohan Penel répond qu'un certain nombre d'élus ont participé à plusieurs assemblées générales de ligues et de comités depuis le début de la mandature. Il précise que le contexte sanitaire a freiné les visites sur 2021. Mais qu'un programme de visites de Pascal Couvineau est prévu dans les prochains mois, et qu'il a déjà été annoncé au Conseil des Présidents de Ligues. Pascal Couvineau précise qu'il va rencontrer l'ensemble des Ligues et des Comités d'ici à septembre 2022. Yohan Penel ajoute aussi qu'il est prévu qu'Olivier Bime fasse un déplacement dans les territoires ultramarins au cours des prochains mois. 	<p>Mathieu Marie Secrétaire général adjoint</p>